



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ DU 7 SEPTEMBRE 2020
portant mise en demeure à l'encontre du GAEC DE LA GRÉE DE ROPPENARD
concernant l'élevage de volailles situé à VAL D'ANAST**

**La préfète de la région Bretagne
préfète d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1er du livre V et la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne par le Préfet coordonnateur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu la lettre instruction du Préfet de Région du 30 novembre 2010 modifiée ;

Vu l'arrêté d'autorisation n° 30125 du 11 avril 2000, modifié le 5 août 2014 et le 17 août 2018, délivré au GAEC DE LA GRÉE DE ROPPENARD pour l'exploitation d'un élevage de volailles au lieu-dit « La Grée de Roppenard » à Val d'Anast ;

Vu le courrier en date du 07 août 2020 transmis au GAEC DE LA GRÉE DE ROPPENARD par l'inspection des installations classées ;

Vu le rapport d'inspection du 7 août 2020 transmis à Mme la Préfète d'Ille-et-Vilaine ;

Vu le courrier du 14 août 2020 par lequel le GAEC DE LA GRÉE DE ROPPENARD a été invité à faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui lui a été notifié le 18 août 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas de défense extérieure contre l'incendie ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments de fait et de droit sus énoncés, le GAEC DE LA GRÉE DE ROPPENARD exploite une installation classée dans des conditions irrégulières au regard des prescriptions

qui lui sont applicables et qu'à ce titre elle remplit les conditions de mise en œuvre à son encontre des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a émis aucune observation sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui lui a été notifié ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le GAEC DE LA GRÉE DE ROPPENARD, en sa qualité d'exploitant de l'élevage de volailles situé au lieu-dit « La Grée de Roppenard » à VAL D'ANAST, est mis en demeure dans un délai de quatre mois de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé :

- Mettre en place une défense externe contre l'incendie :

Article 13 : « L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc.... d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances ».

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 4 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de deux mois, conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Redon et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GAEC DE LA GRÉE DE ROPPENARD et dont une copie sera adressée au maire du VAL D'ANAST.

Fait à RENNES, le 7 septembre 2020

Pour la préfète,
Le secrétaire général

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'L' followed by a horizontal line and a small loop.

Ludovic GUILLAUME